

Journal de Libye

N° 49c du 04 au 08.08.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Mohamed Belaali : La Libye après l'intervention impérialiste.

Dans « *l'impérialisme est l'ennemi des peuples : le cas de la Libye* », nous avons écrit : « *Profitant de la révolte du peuple libyen contre le régime de Kadhafi devenu despotique et anachronique, l'impérialisme américain et son caniche européen tentent par tous les moyens d'intervenir en Libye pour installer un régime qui servira leurs intérêts (...) Le peuple libyen serait alors privé de sa révolution, de sa richesse et connaîtrait une situation aussi tragique que celle que subit actuellement le peuple irakien ou afghan par exemple* » (1).

Aujourd'hui cette tragédie est de plus en plus évidente. Règlements de comptes, torture, violence ethnique, corruption généralisée, milices surarmées formées d'anciens « rebelles » se retournant les uns contre les autres, tribus réclamant leur autonomie, pouvoir central impuissant et compagnies pétrolières étrangères pompant allègrement le pétrole du peuple libyen, voilà à quoi ressemble la Libye après l'intervention impérialiste.

Du 27 juin au 1er juillet 2012, des affrontements entre tribus rivales ont fait 47 morts et plus d'une centaine de blessés dans le sud-est libyen

(2). Dans le sud-ouest et plus précisément dans les villes de Mizdah et Al-Chakika des combats entre les tribus de Zentan et d'Al-Machachiya ont fait 105 victimes et des centaines de blessés. En avril 2012, des groupes armés s'affrontaient près de Zouara à 80 km de Tripoli (3). Les différentes milices (plus de 100 rien qu'à Tripoli !) non contentes de s'entretuer, font régner une véritable terreur sur l'ensemble du territoire libyen. Leurs trafics notamment d'armes et d'alcool dégénèrent en règlements de comptes violents : « *Chaque milice a son quartier et une véritable économie de la violence s'est mise en place. Il y a de l'alcool, des armes, des trafics des luttes d'influence. Tout cela dégénère très vite en règlements de comptes ; on a tous les ingrédients d'une guerre civile larvée...* » disait Patrick Haimzadeh ancien diplomate français (4). Dans son dernier rapport sur la Libye, Amnesty International constate que « *un an après le soulèvement, des milices au comportement "anarchique" commettent des violations massives* ». Les milices de Misratah et de Zintan « *ont ainsi chassé de chez eux tous les habitants de Tawargha, soit environ 30 000 personnes, et ont pillé et incendié leurs logements en représailles contre des crimes que des Tawarghas sont accusés d'avoir commis pendant le conflit. Des milliers de membres de la tribu des Mashashyas ont eux aussi été forcés à quitter leur village par des miliciens de Zintan* » (5). Il ne s'agit là que de quelques exemples de ces crimes, de ces affrontements entre tribus, milices et autres seigneurs de guerre. Malgré cette « guerre de tous contre tous », la production de pétrole assurée par des

compagnies étrangères, quant à elle, coule à flots. Elle a même retrouvé son niveau d'avant l'intervention impérialiste !

La violence, l'arbitraire et l'anarchie, au mauvais sens du terme, font partie intégrante du quotidien des libyens auxquels l'OTAN avait pourtant promis démocratie, liberté, respect des droits de l'Homme et *tutti quanti*. Non seulement le Conseil National de Transition (CNT) tolère ces crimes, mais il les encourage. Ainsi le 2 mai 2012, le CNT a voté une loi (loi 38) protégeant les responsables de ces exactions si elles ont pour but de « *promouvoir ou protéger la révolution* » (6).

L'intervention impérialiste a brisé également l'unité du peuple libyen. En mars 2012, la Cyrénaïque, un tiers du territoire, où se trouve l'essentiel des ressources pétrolières et gazières a proclamé son autonomie. Son Conseil intérimaire est dirigé par le prince Ahmed Al Zoubair al Senoussi petit neveu du roi Idriss Al Sanoussi.

A quelques jours des élections de l'assemblée constituante du 7 juillet 2012, des incidents violents se sont produits dans cette région de l'est libyen.

Le 1er juillet 2012, des hommes armés ont saccagé les bureaux de la commission électorale de Benghazi pour protester contre la répartition des sièges dans la future assemblée constituante qui devrait être élue le 7 juillet. Ils réclament pour la Cyrénaïque un nombre de sièges égal à celui des deux autres régions, la Tripolitaine (ouest) et le Fezzane (sud). Le 5 juillet, c'est le dépôt contenant le matériel électoral qui a été incendié à Ajdabiya. Le 6 juillet, un fonctionnaire de la commission électorale a été abattu. Son hélicoptère, qui transportait des urnes, a été la cible des tirs d'armes légères (7). Le 7 juillet, un homme hostile aux élections a été tué dans un échange de tirs à Ajdabiya.

La Cyrénaïque comme d'ailleurs les Toubous (ethnie du sud d'origine africaine) appellent au boycott du scrutin du 7 juillet 2012.

Berbères, Toubous et autres Touaregs revendiquent, eux, leur spécificité culturelle et linguistique (8) et les tensions avec les tribus arabes dominantes se règlent souvent les armes à la main faisant plusieurs dizaines de morts. L'éclatement de la nation libyenne, construction récente et fragile, en entités plus ou moins indépendantes du pouvoir central et dominées par des tribus s'entretenant mutuellement est un risque réel, conséquence directe de l'intervention impérialiste.

L'autre conséquence directe de l'intervention militaire occidentale en Libye est le morcellement du Mali. Car si l'OTAN n'avait pas envahi la Libye et imposé un CNT à sa solde, jamais le Nord du Mali n'aurait pu être occupé par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et ses alliés islamistes. L'occupation de vastes territoires maliens est rendu possible grâce à la complicité des États-Unis, de la France et de leurs serviteurs locaux regroupés dans la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les armes qui ont permis aux assaillants de s'emparer des deux tiers du territoire malien provenaient des arsenaux libyens. Le Qatar qui a participé à la guerre en Libye et qui finance avec l'Arabie Saoudite l'opposition syrienne, apporte son soutien financier, sous couvert d'aide humanitaire, aux mouvements armés qui agissent au nord du Mali. « *Le gouvernement français sait qui soutient les terroristes. Il y a le Qatar par exemple qui envoie soi-disant des aides, des vivres tous les jours sur les aéroports de Gao, Tombouctou etc.* » disait Sadou Diallo maire de Gao (9). Mais ce que le maire n'a pas compris, c'est que la France dont il demande l'intervention militaire, travaille main dans la main avec le Qatar sous la houlette des États-Unis qui, eux, agissent bien sûr à travers l'OTAN mais aussi à travers l'AFRICOM (Commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique). Ce commandement leur permet non seulement de contrer la présence chinoise en Afrique, mais aussi et surtout de s'approprier les immenses richesses minières et pétrolières du continent. C'est dans ce cadre général qu'il convient de situer l'intervention impérialiste en Libye et ses prolongements au Mali.

L'intervention impérialiste en Libye a fait des dizaines de milliers de victimes innocentes. Elle a détruit l'essentiel de l'infrastructure économique du pays. Elle a brisé l'unité de la nation libyenne.

L'impérialisme américain et son supplétif européen ont imposé au peuple libyen par la violence un pouvoir sans légitimité aucune, mais qui leur est totalement soumis. Les bourgeoisies occidentales, à travers leurs compagnies, peuvent désormais pomper, tels des vampires, le pétrole libyen en toute quiétude. Mais ces rapaces sont insatiables. Leurs visées impérialistes portent maintenant sur le sous sol de tout le Sahel africain en exploitant les mécontentements des populations marginalisées par les régimes en place. La destruction de la Libye rappelle étrangement la destruction de l'ex-Yougoslavie, de l'Irak, de l'Afghanistan, de la Côte d'Ivoire et bien d'autres États encore. Aujourd'hui, l'impérialisme américain et européen avec l'aide de leurs alliés locaux (Arabie Saoudite, Qatar, Turquie etc.) sont en

train de détruire la Syrie pour imposer, là encore, un pouvoir à leurs bottes. Toutes les nations qui n'ont pas les moyens militaires pour se défendre sont des cibles potentielles de l'impérialisme. Cette violence exercée sur des peuples sans défense est intimement liée aux fondements même du système capitaliste dont le seul et unique but est la maximisation du profit par tous les moyens. Rien n'arrêtera cette minorité d'exploiteurs d'exercer sur l'immense majorité d'exploités, à travers le monde, une répression et une cruauté sans limite pour atteindre leur objectif. La résistance et le combat pour la destruction du capitalisme doivent être planétaires.

Mohamed Belaali

<http://www.belaali.com/>

-
- (1) <http://www.belaali.com/article-l-imperialisme-est-l-ennemi-des-peuples-le-cas-de-la-libye-68565735.html>
 - (2) <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20120701101410/>
 - (3) <http://www.rfi.fr/afrique/20120404-libye-reprise-affrontements-entre-groupes-armes-zouara-ouest-tripoli>
 - (4) http://www.bbc.co.uk/afrique/nos_emissions/2012/02/120215_invite.shtml
 - (5) <http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Crises/Afrique-du-Nord-Moyen-Orient/Actualites/Libye-un-apres-le-soulevement-des-milices-commettent-des-violations-massives-4673>
 - (6) <http://allafrica.com/stories/201205110309.html>
 - (7) <http://www.humanite.fr/monde/libye-premieres-elections-sous-tension-500391>
 - (8) <http://www.irinnews.org/fr/Report/95542/LIBYE-Les-minorit%C3%A9s-libyennes-revendiquent-leurs-droits>
 - (9) <http://www.rtl.fr/actualites/culture-loisirs/international/article/sadou-diallo-maire-de-gao-au-mali-le-gouvernement-francais-sait-qui-soutient-les-terroristes-il-y-a-le-qatar-775034>
<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/la-libye-apres-l-intervention-120029>
-

Derek Ford : L'intervention "humanitaire" a provoqué une catastrophe humanitaire.

Des milices armées, employées par le CNT pour combattre les partisans de Kadhafi, continuent de sillonner le pays, pillant les villages et se livrant à des assassinats, enlèvements et tortures.

"La situation des Droits humains est bien pire aujourd'hui que sous le Colonel Kadhafi" selon l'Observatoire Libyen des droits de l'homme

Neuf mois après le renversement par l'OTAN et les Etats-Unis de Mouammar Kadhafi en Libye, le pays est toujours la proie de la violence et du désordre, et les violations des droits humains y sont monnaie courante.

En fait, selon Nasser al-Hawary de l'Observatoire Libyen des droits de l'homme : "La situation des Droits humains est bien pire aujourd'hui que sous le Colonel Kadhafi." (Inter Press Service, 14 juillet). Cette déclaration est d'autant plus significative qu'elle provient d'un opposant politique de l'ancien gouvernement.

Le Conseil National de Transition, l'organe pro-impérialiste qui gouverne la Libye, s'est révélé incapable de faire respecter son autorité dans le pays. Des milices armées employées auparavant par le CNT pour combattre les supporters de Kadhafi continuent de parcourir le pays, pillant les villages et torturant, tuant et enlevant des gens sur leur passage.

Les Libyens à la peau noire et les immigrants africains sont les premières victimes de la terreur que les milices font régner. Les violences racistes ont été un élément central de la "révolution" libyenne qui s'est déclenchée le 17 février 2011.

Avant le soulèvement, la Libye accueillait environ 1 million de travailleurs immigrés. La propagande que les rebelles produisaient avec un talent particulier, a diaboliquement ciblé les immigrés noirs présentés comme des "mercenaires" du gouvernement Kadhafi de sorte que les Africains noirs ont été lynchés, torturés et emprisonnés parce qu'ils étaient noirs. Ce racisme dure toujours. En mars dernier, on a diffusé une vidéo qui montrait des Africains noirs détenus dans un zoo de Benghazi par des rebelles qui les torturaient et les forçaient à manger le drapeau de l'ancien pouvoir.

Le CNT retient encore en prison plus de 6000 personnes dans le pays. Dans le désert autour de Sabha, au sud-ouest de la Libye, plus de 1300 immigrés, la plupart d'Afrique sub-saharienne, sont détenus dans

des prisons à ciel ouvert. Les détenus dorment à même le sol sans abri et sans matériel de couchage et l'eau et la nourriture manquent.

La situation des droits humains en Libye aujourd'hui n'est pas seulement pire que sous Kadhafi, comme dit al-Hawary ; c'est le jour et la nuit.

De fait, un rapport du 4 janvier 2011 du Conseil des droits humains de l'ONU de l'Assemblée Générale a donné une appréciation globalement positive de la situation des droits humains sous le gouvernement de la Jamahiriya et de Kadhafi. On lit dans la conclusion de ce rapport : "Plusieurs délégations ont aussi noté avec plaisir la détermination du pays à faire respecter les droits humains sur le terrain." La grande majorité des 46 délégations qui ont participé à l'étude ont félicité le gouvernement de la Jamahiriya de sa détermination à faire respecter les droits humains et de ses progrès dans ce domaine.

La répression politique dans la Libye "libre"

Les médias impérialistes ont applaudi les élections du 7 juillet comme le signe de la naissance d'un nouvel état démocratique. Ils n'ont quasiment pas signalé toutefois que, comme l'a reconnu lui-même le CNT, presque 40% des électeurs ont boycotté l'élection. De plus, les membres de l'ancien gouvernement qui n'avaient pas rallié le camp impérialiste n'ont pas été autorisés à se présenter aux élections. Et des dizaines de milliers* de Libyens ont été exclus des listes électorales à cause de leur soutien au gouvernement de la Jamahiriya.

Sans surprise, Mahmoud Elwarfally Jibril, l'ancien premier ministre du CNT, a été déclaré vainqueur. Plus tôt dans l'année, le CNT avait mis en place une loi dite "loi de glorification" qui permettait de mettre en prison les gens qui disaient du bien du gouvernement de Kadhafi ou critiquaient le soulèvement contre Kadhafi. Bien que la loi ait été abrogée en juin, elle a toujours de l'effet. Les enseignants en Libye hésitent à parler de l'histoire des 42 dernières années de leur pays par crainte des représailles et il semblerait que des livres d'histoire aient été censurés en vertu de cette loi.

Ce qui se passe aujourd'hui en Libye est un autre exemple de la "liberté" et de la "démocratie" que les bombes de l'OTAN et des Etats-Unis procurent.

Derek Ford

Liberation News

Pour consulter l'original : <http://www.pslweb.org/liberationnews/news/human-rights-disas...>

Traduction : Dominique Muselet

URL de cet article 17277

<http://www.legrandsoir.info/libye-l-intervention-humanitaire-a-provoque-une-catastrophe-humanitaire-liberation-news.html>

*** cet article oublie de signaler que plus d'un million de Libyens (sur 5 millions !) se sont réfugiés dans les pays voisins et n'ont donc pu (l'auraient-ils voulu ???) voter, car le "gouvernement" CNT leur refuse désormais le statut de citoyen "Libyen" au titre qu'ils seraient de nationalité ..."kadhafiste".**

Irib.ir/info/afrique2 : [France : «On a sous-estimé les conséquences de la chute de Kadhafi».](#)

Dans un entretien accordé au journal français "Le Parisien", le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, évoque la situation, au Sahel, et ses répercussions sur la stabilité dans la sous-région. Le ministre estime que «l'adoption, jeudi, à l'initiative de la France, de la résolution 2.056 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur le Mali, est, déjà, un pas important qui en appelle d'autres».

Le ministre a estimé que le Sahel «risque d'apparaître, demain, comme un sanctuaire du terrorisme,, un nouvel Afghanistan, miné par l'islamisme, au cœur de l'Afrique. On a sous-estimé ,politiquement, la fragilité du Mali et les conséquences de la chute de Kadhafi, dont une partie des milices soutenant le régime sont passées au Mali». Le ministre français de la Défense a souhaité un engagement européen, au cas où l'option d'une intervention armée soit fixée pour le Nord du Mali.

«Il faut maintenant que l'Union africaine trouve les voies et les moyens de la mise en œuvre d'un tel dispositif qui sera soumis à une nouvelle résolution, mais ce n'est pas la vocation des forces françaises. Si cette initiative appelle un soutien d'autres acteurs, il serait souhaitable que celui-ci soit européen», dira Jean-Yves Le Drian, à propos de la résolution onusienne qu'il a citée. Les organisations terroristes, notamment, l'Aqmi et le Mujao, tirent profit d'importants lots d'armes libyennes volées de casernes de l'armée libyenne, au cours du conflit armé, qui a abouti à la chute de Mouammar el-Kadhafi.

09/07/2012

<http://french.trib.ir/info/afrique2/item/199337-france-%C2%ABon-a-sous-estim%C3%A9-les-cons%C3%A9quences-de-la-chute-de-kadhafi%C2%BB>

www Romandie: CH/Regain d'intérêt des entreprises suisses pour le marché libyen. ...

Même si les sanctions économiques ont cessé, le commerce entre la Libye et la Suisse peine à redémarrer. Les grandes sociétés estiment la situation politique encore trop incertaine. Toutefois, l'or noir libyen se déverse à nouveau en abondance en Suisse.

Les exportations helvétiques en Libye n'ont jamais été particulièrement importantes. Ce pays nord-africain achetait avant tout des machines et des produits pharmaceutiques.

En 2007, bien avant la crise diplomatique entre Tripoli et Berne, elles s'élevaient à 278,6 millions de francs, indiquent les statistiques de l'Administration fédérale des douanes. Cela correspondait à peine 0,14% des exportations suisses. L'an passé, ce taux était symptomatiquement encore plus faible: 0,04%.

La Suisse de son côté s'intéresse surtout au pétrole brut libyen. Avant la guerre civile de 2011, les importations d'or noir ont pu représenter de 0,86 à 1,68% des importations helvétiques selon les années.

Elles ont reculé en 2009 suite à l'arrestation en été 2008 à Genève d'Hannibal Kadhafi, le fils du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Elles ont même chuté à 0,07% l'an passé.

TENSIONS APAISÉES

Aujourd'hui, les tensions entre les deux pays se sont apaisées. Une crise avait éclaté en juillet 2008 lorsque deux hommes d'affaires suisses -Max Göldi et Rachid Hamdani- avaient été emprisonnés en représailles peu après l'arrestation d'Hannibal Kadhafi.

Les deux Suisses ont été libérés après 53 jours mais avec l'interdiction de sortir du territoire libyen durant de nombreux mois. L'affaire a pris fin en été 2010.

Les sanctions économiques réciproques ont été levées depuis janvier et les importations de pétrole brut libyen ont retrouvé leur niveau d'avant la crise. Toutefois, environ 100 millions de francs d'avoirs libyens restent bloqués en Suisse.

"TRANSITION DÉMOCRATIQUE"

Les premières élections législatives libres après plus de 40 ans de dictature sous Mouammar Kadhafi se sont déroulées début juillet. Elles ont vu la victoire de l'Alliance des forces nationales (libérale) conduite par l'ancien Premier ministre du Conseil national de transition Mahmoud Jibril.

Maints pays occidentaux, dont la Suisse, ont salué le bon déroulement de ce scrutin. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a évoqué "une étape importante" et appelé les Libyens "à poursuivre sur la voie de la transition démocratique".

SÉCURITÉ JURIDIQUE

"Il est maintenant important que le gouvernement soit constitué", souligne Stefan vonBelow, porte-parole du DFAE contacté par l'ats. "Ce nouveau gouvernement doit disposer de la légitimité pour prendre des décisions importantes dans le domaine commercial et économique."

Par ailleurs, la législation libyenne devrait être actualisée afin de contribuer au développement des activités commerciales et des investissements étrangers. La sécurité juridique est un facteur déterminant pour rendre la Libye à nouveau attrayante aux entreprises helvétiques, analyse M. vonBelow.

Pour l'instant, aucun investissement n'a été répertorié cette année provenant de sociétés suisses jusqu'à présent absentes du marché libyen. Cependant, cela pourrait changer. Le DFAE signale que plusieurs fois des entreprises ont consulté l'ambassadeur helvétique à Tripoli Michel Gottret pour d'éventuels projets.

INFRASTRUCTURES À DÉVELOPPER

L'Office suisse d'expansion commerciale (Osec) reste plus prudent. Aucune nouvelle demande d'information d'entreprises ne lui est parvenue cette année, indique à l'ats son porte-parole Patrick Djizmedjian. Elles doivent estimer qu'il y a encore trop d'incertitudes même si leurs responsables observent sans doute la situation de près.

"Lorsque la Libye sera stabilisée politiquement et socialement, ce pays deviendra certainement intéressant pour des investissements", avance M. Djizmedjian. "Il y a là-bas un besoin considérable de développer les infrastructures."

Les bureaux d'ingénieurs sont particulièrement demandés, mentionne Stefan vonBelow, porte-parole du DFAE. Outre les domaines traditionnellement demandés comme les produits pharmaceutiques et les instruments médicaux, les perspectives pour le secteur de l'énergie sont prometteuses.

http://www.romandie.com/news/n/CHRegain_d_interet_des_entreprises_suissees_pour_le_marche_libye_n66300720120623.asp

Au jour le jour

[Une attaque frappe le bâtiment de l'intelligence militaire de Benghazi.](#)

Une attaque à la bombe a endommagé le bâtiment de l'intelligence militaire de Benghazi, deuxième plus grande ville de Libye, tôt mercredi matin, a indiqué un responsable de la sécurité à Xinhua.

L'attaque n'a fait aucune victime, mais la surface de la structure de deux étages a été sérieusement endommagée dans l'explosion, selon le Lieutenant Colonel Khalid Hydar, officiel responsable de la sécurité de la ville. Plusieurs bâtiments environnants ont également été touchés.

L'identité des assaillants demeure inconnue, a-t-il mentionné.

Une vague de violence contre des installations de sécurité à Benghazi fait rage depuis le 20 juillet, début du Ramadan. Plusieurs attaques ciblaient des officiels de l'ancien régime de Kadhafi, a ajouté M. Hydar. Lundi, des responsables de la sécurité ont démantelé une bombe à retardement dans un hôtel de luxe de Benghazi.

Le niveau de sécurité général s'est détérioré en Lybie, avec un nombre grandissant d'enlèvements, de pillages et autres formes de violence, tandis qu'une grande quantité d'armes réparties entre les mains des citoyens est devenue le plus grand défi relié à la sécurité.

01/08/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/08/01/483s290400.htm>

[Un drone survole l'espace aérien de Benghazi.](#)

L'armée libyenne confirme le survol de l'espace aérien de Benghazi par un drone - L'état-major général des armées libyennes a reconnu qu'un avion de surveillance sans pilote a survolé l'espace aérien de la ville de Benghazi au cours des deux derniers jours, pour mettre un terme à la rumeur et aux commentaires les plus invraisemblables sur cet événement.

L'armée a indiqué, dans un communiqué, que cette surveillance s'inscrit dans le cadre d'un accord signé après la libération entre la Libye et les pays amis, pour le contrôle et la protection de l'espace aérien libyen.

Le communiqué explique que le drone est entré l'espace aérien libyen, avec l'autorisation préalable des autorités compétentes et était sous la surveillance des forces de défense aérienne.

Le document précise que l'avion a survolé l'espace aérien à une altitude de 13 mille pieds, pour éviter que sa marque ou son pavillon ne soit perceptible

09/07/2012

<http://www.afriquejet.com/un-drone-survol-lespace-aerien-de-benghazi-2012080542770.html>

RIA Novosti : Le chef du Comité olympique national enlevé.

Le président du Comité olympique libyen Nabil Elalem a été enlevé par des inconnus dimanche à Tripoli, rapportent les médias occidentaux citant des collègues du responsable.

Selon les informations dont on dispose pour le moment, M.Elalem se déplaçait dans sa voiture avec un collaborateur quand deux véhicules transportant des hommes armés vêtus d'uniformes militaires se sont interposés.

"Ils ont dit qu'on avait besoin de lui et qu'il devait les suivre. Il a demandé à ces gens s'il pouvait prendre son ordinateur portable et son téléphone, et puis les deux voitures sont parties avec lui", a fait savoir le fonctionnaire du Comité olympique libyen Arafat Jwan. Ensuite, le porte-parole du Comité a annoncé aux journalistes que les ravisseurs avaient prétendu faire partie de l'armée.

Une révolte dirigée contre le régime de Mouammar Kadhafi a éclaté en Libye à la mi-février 2011. Le

leader libyen a violemment réprimé les manifestations des opposants, qui ont ensuite dégénéré en guerre civile.

Les hostilités ont duré de février à octobre 2011 et se sont soldées par la victoire de l'opposition libyenne soutenue par l'Otan, dont l'organe directeur, le Conseil national de transition (CNT), a pris le pouvoir dans le pays. Le 20 octobre 2011, le colonel Kadhafi a été tué par des rebelles. Le conflit a fait des milliers de morts et causé un préjudice énorme à l'économie libyenne. En dépit de l'arrêt des hostilités, la situation dans le pays reste tendue, plusieurs groupes armés d'anciens rebelles se livrant à des activités illégales.

RIA Novosti

16 juillet -

<http://fr.rian.ru/world/20120716/195365387.html>

Sur le terrain - Des Canons ... pas du beurre

[Abdeljalil révèle : "Le plan de libération de Tripoli a été préparé au Qatar"](#)

Mustapha Abdeljalil, président du conseil national de transition libyen, a déclaré que le Qatar a dépensé plus de deux milliards de dollars pour la révolution de son pays, révélant pour la première fois que le plan de libération de la capitale Tripoli a été préparé dans cette monarchie pétrolière du Golfe.

Abdeljalil a minimisé de la portée de l'intervention qatarie en Libye, estimant qu'elle a été beaucoup amplifiée, rapporte le site du journal libyen quryna.

Le chef du CNT a ajouté en marge des séances culturelles ramadaniques organisées par la faculté des études islamiques dans la ville d'Al-Bayda, que le Qatar appuie les courants islamistes et sa vision penche vers la construction d'un système arabe fondé sur la Charia comme mode de gouvernance.

Il a encore dit qu'aucun Libyen n'est allé au Qatar, sans qu'il ne lui octroie une somme d'argent, certains l'ont livré à l'Etat, et d'autres l'ont gardé pour eux-mêmes.

"Je dis toujours que celui qui nie le rôle du Qatar est réellement un ingrat", a-t-il encore souligné.

02/08/2012

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/abdeljalil-revele-le-plan-de-liberation-de-tripoli-a-ete-prepare-au-qatar/id-menu-957.html>

3 Politique des Usa

Almanar : William Burns en Libye pour parler de "coopération" en matière de sécurité.

Le secrétaire d'état adjoint américain William Burns a rencontré samedi des responsables libyens pour discuter de la « coopération bilatérale », notamment en matière de sécurité.

"Un avenir stable et prospère en Libye repose sur la réalisation de progrès en matière de sécurité, (c'est-à-dire sur) la capacité de la Libye à sécuriser ses frontières, à contrôler les armes et à empêcher tout groupe de saper les progrès accomplis à ce jour", a déclaré Burns après une rencontre avec le Premier ministre libyen Abdelrahim al-Kib.

"Il est vraiment dans l'intérêt de la Libye et des Etats-Unis de coopérer afin de répondre aux menaces contre la sécurité de la Libye", selon ses propres termes.

Les discussions ont également porté sur la coopération dans les domaines de la santé et l'éducation, selon Burns.

Aucun contrat n'a été signé, mais le responsable américain a déclaré que les Etats-Unis avait exprimé le souhait de coopérer avec les futurs dirigeants du pays, notamment dans le domaine militaire.

Burns a qualifié par ailleurs les élections législatives du 7 juillet d'"étape décisive" dans l'instauration d'institutions démocratiques.

Burns a également rencontré samedi des membres du Parti pour la justice et la construction (PJC), un parti issu des Frères musulmans, et des représentants de l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale) qui semble bien partie pour remporter les élections dont les résultats partiels sont annoncés au compte-gouttes.

Les grandes manœuvres

french.ruvr : [Résultats définitifs des élections en Libye](#)

En Libye, les résultats définitifs des élections législatives ont été annoncés. La majorité a été remportée par l'Alliance des forces nationales (libérale) conduite par l'ex-premier ministre du Conseil national de transition Mahmoud Jibril : 39 sièges sur 80 réservés aux partis.

Le parti islamiste des Frères musulmans a obtenu 17 sièges.

120 sièges au parlement libyen, Congrès national général, seront attribués par scrutin uninominal.

Plus de 100 partis dont beaucoup avaient été organisés au cours des derniers mois avant le scrutin ont participé aux élections.

18/07/2012

french.ruvr.ru

Jean Shaoul et Chris Marsden : La véritable signification des élections libyennes.

Les élections en vue d'un nouveau Congrès national général en Libye sont une tentative visant à fournir une façade « démocratique » à un gouvernement autoritaire et non démocratique, servile envers les intérêts des grandes puissances occidentales, des entreprises et des banques.

Le Conseil national de transition (CNT), mis en place par l'OTAN, a tout fait pour que les candidatures ne soient réservées qu'à une couche relativement petite et approuvée par la Commission électorale.

Il semble que l'Alliance des forces nationales de Mahmoud Jibril ait obtenu le plus grand nombre de voix pour le nouveau Congrès de 200 sièges avec un taux de participation tout juste supérieur à 60 pour cent des 80 pour cent de Libyens inscrits sur les listes électorales. On ne saura comment ceci se reflètera réellement en nombre de sièges que lorsque les résultats seront officiellement annoncés. Jibril va essayer de former une coalition pour remplacer le CNT qui avait été mis en place par la sanglante offensive militaire impérialiste conduite par l'OTAN pour renverser le régime de Mouammar Kadhafi. Mais ce n'est sûr qu'il réussisse étant donné les divisions politiques profondes qui dévastent le pays.

Un concert d'hypocrisie officielle a salué l'élection, avec l'expression d'une satisfaction toute particulière devant la victoire du soi-disant « libéral » Jibril. Le président américain Barack Obama a salué « la première élection libre de Libye » comme étant « l'aube d'une ère nouvelle. »

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a déclaré, « L'année dernière, des milliers de Libyens ont sacrifié leur vie ou souffert des blessures durables afin de gagner le droit du peuple libyen à bâtir un nouvel Etat sur la dignité humaine et l'Etat de droit, » comme si c'était maintenant devenu la réalité.

Les médias dociles ont applaudi les résultats et dissimulé leur portée réelle. « Les transitions démocratiques sont toujours longues et problématiques, » a écrit le *New York Times*. Néanmoins, « Cette élection est un pas énorme qui nous éloigne du cauchemar Kadhafi. »

Après avoir déclaré sans la moindre ironie que pour surmonter « les griefs de cette période » « il va falloir des leaders politiques éclairés, attachés à la tolérance, à l'Etat de droit et à la juste représentation de tous les Libyens, » le *Times* affirme que la proposition de Jibril de former une grande coalition est « un signe potentiellement encourageant d'intégration. »

Tous les reportages et commentaires de ce type, invariablement enveloppés dans des références au « Printemps arabe » ont pour objectif de dissimuler le fait que le changement de régime en Libye était la réponse politico-militaire des puissances américaines et européennes aux soulèvements révolutionnaires de la Tunisie et de l'Egypte, toutes deux voisines de la Libye.

Loin de rechercher la libération et la démocratie, les puissances de l'OTAN se sont engagées à installer un régime plus directement docile à leurs exigences. Leur but était soit de placer sous leur contrôle soit de réprimer activement tous les mouvements d'opposition à l'encontre des innombrables régimes corrompus de la région et de sauvegarder l'accès aux réserves de pétrole de la Libye, la plus importante d'Afrique, et de celles du reste du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

Il voulaient faire de la Méditerranée un lac contrôlé par l'OTAN, après avoir garanti un changement de régime en Syrie et au Liban, tandis que la Libye fournirait une tête de pont pour d'autres interventions à venir en Afrique. Jibril est l'incarnation même de cette politique. Formé aux USA, c'était un protégé de Saïf al-Islam Kadhafi, fils du leader libyen. Il s'était recommandé aux puissances occidentales du fait de son rôle d'ancien dirigeant du Conseil national de développement économique, responsable de la

privatisation des entreprises publiques, et du fait de son empressement à abandonner ses anciens alliés. Avec un cynisme sans limite, le quotidien britannique *Guardian* a même dit de Jibril qu'il a « l'avantage de l'expérience. »

Lorsque le CNT a formé un gouvernement d'intérim en mars dernier, au début de la guerre de l'OTAN contre la Libye, Jibril a été nommé à sa tête. Il a été installé au poste de premier ministre en août après une guerre qui a tué au moins 50 000 personnes et en a blessé tout autant. Les éléments constituant le CNT, à savoir des personnalités du régime de Kadhafi, des islamistes, des personnes travaillant pour la CIA et des leaders tribaux, constitueront encore une partie significative de tout nouveau régime.

La Libye est déchirée par des conflits ethniques, des confrontations tribales et des combats entre milices qui ont fait des centaines sinon des milliers de tués depuis la fin de l'intervention de l'OTAN. Il existe une réelle possibilité de voir le pays se désagréger.

Benghazi, centre de la production pétrolière de la Libye et soi-disant berceau de la révolution, a exigé l'autonomie de la Cyrénaïque et un contrôle plus grand sur la richesse pétrolière. Les élections ont été marquées par la violence et le gouvernement d'intérim a déployé entre 30 000 et 40 000 forces de sécurité. A Benghazi la production de pétrole a été stoppée pendant 48 heures et il y a eu de nombreuses attaques contre des officiels de l'élection pour protester contre la distribution des sièges au nouveau Congrès, qui est perçu comme accordant trop de pouvoir à Tripoli.

Une kyrielle de partis soi-disant de gauche, d'intellectuels et d'universitaires tel le professeur Juan Cole ont complètement soutenu le prétexte de la défense des droits de l'Homme avancé par les grandes puissances pour intervenir en Libye et ont ainsi donné leur appui à une guerre de conquête coloniale. Il ne s'agit pas là de naïveté politique, mais d'un alignement déterminé et conscient derrière l'impérialisme. Ils ont soutenu l'OTAN du fait d'un objectif partagé consistant à empêcher le développement d'un mouvement révolutionnaire authentiquement prolétarien au Moyen-Orient, possibilité qu'ils ont décrite, avec un mépris non dissimulé, comme un rêve impossible. Au vu de preuves irréfutables que le mouvement de Benghazi avait été co-opté par l'impérialisme américain depuis le début, ces éléments petits-bourgeois se sont manifestés en faveur d'un mouvement bourgeois favorable au capitalisme, le CNT, dont la victoire, du fait d'une guerre rapide de l'OTAN, subordonnerait inévitablement davantage la région aux dictats des grandes puissances et des grandes entreprises.

Cole s'est surpassé dans ses apologies post-électorales, disant que les reportages des médias étaient « teintés par ce qui est de mon point de vue une combinaison d'un pessimisme et d'un sensationnalisme extrêmes. » L' « élection s'est très, très bien passée, » a-t-il insisté, parce que « parmi cette génération de Libyens, la démocratie est vraiment très populaire. »

Aujourd'hui ces couches utilisent les mêmes justifications politiques par rapport à l'opposition syrienne pour soutenir la campagne en cours en faveur d'un changement de régime ayant pour but d'isoler l'Iran, d'évincer de la région la Russie et la Chine et d'établir l'hégémonie de Washington.

La leçon cruciale à tirer de la Libye est qu'on ne peut se permettre de céder la tâche du renouveau démocratique et social à une quelconque faction de la bourgeoisie régionale. Le faire revient à désarmer la classe ouvrière et les classes opprimées et permet aux impérialistes de dicter les événements au moyen de forces qui agissent inévitablement comme leurs intermédiaires locaux.

C'est à la classe ouvrière elle-même qu'il revient de renverser les régimes corrompus de la région et de les remplacer par des gouvernements socialistes, anti-impérialistes et authentiquement démocratiques, dirigés par la classe ouvrière elle-même au sein des Etats socialistes unis du Moyen-Orient.

Les travailleurs des Etats-Unis, d'Europe et du reste du monde doivent voir dans la Libye l'augure sanglante des conséquences désastreuses de la nouvelle tentative des puissances impérialistes à prendre le contrôle du monde et de ses ressources et marchés stratégiques. Un nouveau mouvement contre la guerre est nécessaire, qui soit fermement ancré dans la classe ouvrière et parmi les jeunes et qui soit libéré de l'influence politique des partisans petits-bourgeois de la guerre humanitaire, afin de remettre en cause et de s'opposer aux desseins prédateurs de leurs élites dirigeantes sur le Moyen-Orient et l'Afrique.

Jean Shaoul et Chris Marsden

Jeudi 12 Juillet 2012

[WSWS](#)

"Pougala : ILS CROYAIENT QU'EN TUANT LE GUIDE LIBYEN ILS METTAIENT L'AFRIQUE A GENOUX. ERREUR !!!

C'est depuis la mort du Guide Libyen que les Européens se frottent les mains, tous contents d'avoir stopper les projets phares de la fédération africaine. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que nous sommes déjà passés au plan B. Et rien n'arrêtera l'Afrique dans son douloureux chemin vers la liberté. L'Algérie avait à peine refusé de

prêter au FMI pour aider l'Union Européen. La même semaine, elle annule la dette de 10 pays africains. Il n'y a que les sourds qui ne veulent pas entendre.

Le message est clair : c'est fini quand on venait donner l'os aux africains pour ronger et on en repartait avec la patente des généreux et des plus bons de la terre. Maintenant, la bonté a changé de camp.

L'Algérie annule la dette de 10 pays africains,

- sans avoir besoin de vouloir changer les hommes qui sont au pouvoir dans ces pays,

- sans avoir besoin de vouloir installer des Algériens

à la tête des entreprises étatiques de ces pays,

- sans vouloir obliger ces pays à recruter des entraîneurs algériens

pour les équipes de football de ces pays,

- sans avoir besoin de déferler sur ces pays ses chômeurs rebaptisés

en ONG des thèmes les plus bidons etc... suivez mon regard.

Les médias-mensonge vont qualifier cela de colonisation algérienne de l'Afrique, mais je préfère de loin une colonisation qui viendrait d'un autre pays africain, car lorsque la Californie ou le Massachusetts investit dans le Mississippi ou dans l'Arkansas, personne ne parle de colonisation. et dans tous les cas, préparez-vous à recevoir Hillary Clinton dans les prochains mois, comme pour la Chine, faire le tour d'Afrique pour vous expliquer de comment l'Algérie est dangereuse et qu'il faut s'en méfier. Le ridicule vient du fait qu'il n'y a plus en Afrique même les enfants de la maternelle pour croire à de telles légendes.

JPP 8/8/2012

4 Les institutions

Human Rights Watch

Mahmud Turkia : Des milliers de personnes toujours aux mains des milices

Human Rights Watch a lancé un appel aux autorités libyennes à prendre des mesures pour prendre sous leurs responsabilités les quelque 5000 personnes détenues arbitrairement par des groupes armés.

Un appel à l'aide pour la [Libye](#). [Human Rights Watch \(HRW\)](#) a appelé ce samedi les autorités libyennes à prendre les mesures nécessaires pour prendre sous leurs responsabilités les milliers de personnes encore détenues par des milices.

Le Conseil national de transition (CNT, au pouvoir) "n'est pas parvenu à reprendre sous sa responsabilité les quelque 5000 personnes détenues arbitrairement par des groupes armés et dont certaines font l'objet de tortures sévères après l'expiration du délai" en ce sens, indique HRW dans un communiqué.

L'ONG basée à New York se réfère à une loi adoptée en mai qui stipule que les ministères de l'Intérieur et de la Défense doivent, d'ici le 12 juillet, "transférer tous les partisans de l'ancien régime devant la justice si leur culpabilité est prouvée".

"Ces détenus (aux mains d'anciens rebelles) ainsi que 4000 autres dans des prisons sous le contrôle de l'Etat doivent tous avoir la garantie que leur droit soit respecté", ajoute le communiqué.

La plupart des détenus sont des membres des forces de sécurité du régime déchu du colonel [Mouammar kadhafi](#), d'anciens responsables gouvernementaux, des présumés mercenaires étrangers ou des migrants sub-sahariens, selon HRW.

Les nouvelles autorités libyennes ont montré "peu de volonté politique" pour s'atteler au phénomène des groupes armés qui avaient combattu les forces de Mouammar Kadhafi, regrette HRW.

Les milices font la loi

L'armée et la police n'étant toujours pas entièrement opérationnelles en Libye, ces milices en profitent souvent pour faire la loi dans le pays depuis la chute du régime de Kadhafi en octobre 2011.

L'ONU s'était inquiétée en mai que de milliers de personnes demeuraient emprisonnées en Libye, dont certaines dans des centres de détention secrets, et que la torture continuait d'y être pratiquée.

"Toute détention en dehors de la loi, y compris celle opérée par des miliciens, doit être considérée comme un acte criminel", affirme HRW, pressant le Congrès national général, qui doit émaner des récentes élections législatives, de mettre fin à ces pratiques et d'établir un réel système judiciaire.

Mahmud Turkia

LEXPRESS.fr,

14/07

/afp.com/Mahmud Turkia

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

VIDEO BHL : Un Sayan en Libye, en Syrie, et ailleurs..

<http://www.youtube.com/watch?v=DNgwNgAqoho&feature=share>

6 Les brèves.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

AP : [Le fils de Kadhafi veut être jugé à La Haye.](#)

Le fils du président libyen exécuté Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam, veut être jugé par la Cour pénale internationale (CPI) et non en Libye.

La déclaration que ses avocats ont remise à la Cour de La Haye dit que pour Seif al-Islam le procès en Libye signifiera la mort.

Précédemment l'avocat de la CPI Melinda Taylor a déclaré que la Libye ne pouvait pas garantir un procès équitable et impartial au fils de Kadhafi.

Seif al-Islam est accusé de 'meurtres' et de 'violation des Droits de l'Homme'. Il a été arrêté en novembre dernier lors de sa tentative de franchir la frontière du Niger.

Il est actuellement emprisonné à Zenten, dans l'ouest de la Libye.

01/08/2012

AP - ml

7 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

LIBYE : ELECTIONS, TORTURES ET BUSINESS

Au lendemain des élections législatives en Libye, les grands [médias](#) occidentaux soucieux de cautionner le nouveau régime politique imposé par l'OTAN ont annoncé la victoire des libéraux de l'Alliance des forces nationales, sous la houlette de Mahmoud Jibril, face aux Frères Musulmans du Parti pour la justice et le développement de Mohamed Sawan dans les grandes villes, et l'échec des autonomistes de Benghazi, mécontents de la répartition des sièges à l'assemblée constituante à faire échouer la tenue du scrutin (ils avaient détruit le bureau de la commission électorale à Adjdabia et ordonné la fermeture des entreprises de raffinage de pétrole de Syrte).

Les Frères musulmans paieraient ainsi le prix de leur proximité avec Seif-el-Islam Kadhafi (actuellement détenu à Zeitan) après qu'il eût fait libérer 150 d'entre eux en 2003 (ils avaient boycotté la conférence de l'opposition à Londres [en 2005](#) appelant au renversement du régime) ainsi que leurs liens trop visibles avec le Qatar. Toutefois l'avance de Jibril, candidat des Occidentaux, président du Conseil national de transition et ancien patron des réformes économiques sous Kadhafi, est toute relative. En outre [80 des 200](#) sièges de l'assemblée constituante seulement sont attribués aux partis politiques, les autres des "indépendants". Ce montage a été suggéré par les "[spin doctors](#)" américains logés à l'hôtel Rixos en vue de marginaliser les Frères musulmans et les salafistes comme Abdelhakim Belhadj, et devrait conduire de toute façon à un gouvernement d'[union](#) nationale entre islamistes et libéraux en vue de l'élaboration d'une constitution qui débouchera seulement en 2013 sur l'élection d'une assemblée législative définitive.

Important : Ce que les médias occidentaux oublient de dire, c'est que, comme en Irak en 2004, ou en Haïti sous l'occupation de l'ONU, les élections sous le nouveau régime ne sont pas démocratiques puisque tous les courants d'expression ne sont pas libres de concourir au scrutin (notamment les partisans de l'ancien régime) et que le règne des milices compromet la liberté d'expression et de pensée.

Début juillet Amnesty International a publié un rapport d'enquête sur des faits des mois de mai et juin dernier intitulé « *Libya: rule of law or rule of militias ?* » (Libye règne de la loi ou règne des milices ?). Le rapport cite notamment le cas de [Hasna Shaeab](#) (Chahib, en retranscription française), une femme de 31 ans, enlevée à son domicile de Tripoli en octobre dernier par des hommes en tenue militaire et transférée à l'ancien Bureau du fonds de dotation islamique dans la capitale. Elle a été accusée d'avoir été une loyaliste pro-Kadhafi et un *sniper*. On l'a faite s'asseoir sur une chaise avec ses mains menottées dans le dos et elle a reçu des décharges électriques à sa jambe droite, aux parties intimes et la tête. Les gardes a menacé d'introduire sa mère dans la cellule et de la violer, et ont versé de l'urine sur elle. Après qu'elle a été libérée de sa chaise, ses tortionnaires n'ont pas pu ouvrir ses menottes avec une clé, et ont donc tiré dessus avec un pistolet, des débris de balle se sont incrustés dans sa chair. Libérée après trois jours, Mme Shaeab a fait constater par un médecin ses blessures et s'est plainte aux autorités. Celles-ci n'ont rien fait, mais Mme Shaeab a reçu un appel téléphonique menaçant du milicien qui l'avait arrêtée et la façade de sa maison a été mitraillée.

Ce qui fait la singularité de l'histoire de Mme Shaeab, c'est seulement le fait qu'elle a déposé une plainte officielle, beaucoup d'autres ont trop peur de le faire. Le gouvernement estime qu'il détient 3 000 détenus dans ses prisons et les milices 4 000 autres. Les tortures à mort sont fréquentes.

Bien loin des préoccupations d'Amnesty international, les milieux d'affaire internationaux eux sont satisfaits de la transition politique actuelle en Libye. Ainsi [Mario Zotelle](#), directeur de la Joint Libyan Construction Company (JLCC), un consortium de sociétés dépendant de Asamer Holdings (basée en Autriche) intervenait à Doubaï [le 27 juin](#) à l'invitation de la chambre de commerce et d'industrie de ce pays la semaine dernière dans le cadre d'une conférence "Forum sur le développement à venir de la Libye 2012 : infrastructure et reconstruction" devant les 150 représentants de 60 compagnies d'Europe, des pays du Golfe et d'Afrique. « *Nous fondons des attentes importantes sur ces élections, a-t-il déclaré, et sur le nouveau climat politique qui devrait fonctionner pour créer un cadre institutionnel et commercial plus fort* ». « *La Libye a besoin de réforme de l'éducation, a-t-il ajouté, afin de répondre à la demande pour les professionnels. Il faut également une réforme du secteur bancaire et la sécurité garantie dans tout le pays. Les transport et la fourniture d'électricité et de gaz doivent être améliorés. Mais le potentiel pour les entreprises et la participation de l'investissement dans la reconstruction de la Libye est important.* »

Asamer possède et gère trois cimenteries en Libye. Pendant la "révolution", Asamer a soutenu ses travailleurs et les insurgés de Benghazi, la livraison de l'aide humanitaire. La compagnie a payé 2011 salaires à ses travailleurs malgré l'arrêt de la production pendant la crise.

Asamer a investi plus de 100 millions dans les usines afin d'accroître l'efficacité énergétique, production, qualité et les normes du travail et d'installer un système de protection de l'environnement.

La conférence de Doubaï était introduite par [Charles Gurdon](#), directeur de l'agence anglaise de consulting Menas qui avait entre autre fait du lobbying pour le Conseil national de transition dans le New York Times en [août 2011](#). Charles Gurdon sera aussi présent les [6-8 novembre 2012](#) au sommet du pétrole et du gaz de Vienne aux côtés des responsables de Total, de Repsol, de Haliburton etc, soit des représentants de 27 pays (notamment 30 % des compagnies pétrolières nationales du monde). Une conférence qu'il sera sans doute intéressant de suivre pour comprendre les stratégies pétrolières internationales dans la région...

<http://atlasalternatif.over-blog.com/article-libye-elections-tortures-et-business-107982247.html>

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

8-1 L'imposture libyenne

6 août Rabeh Sebaa - Le Quotidien d'Oran « *Et je savais pour quoi désormais le décor était planté.* »
Julien Gracq, *Le rivage des Syrtes*

Jusqu'à la mise à prix de la tête du fugitif en dollars, et non en monnaie locale, et la photo du même fugitif frappée d'un *wanted* diagonal, tous les ingrédients d'un feuilleton yankee sont réunis. Le reste de la série qui se déroule en permanence, en Iraq, en Afghanistan, au Pakistan et bientôt en Syrie est déjà devenu d'une saisissante banalité. Mais le cas libyen permet d'observer, de façon frappante, et effrontément cynique, la voracité empressée des puissances occidentales, en l'occurrence les Etats-Unis et l'Union Européenne, à l'endroit des territoires à conquérir, aux fins d'une mainmise sur leurs ressources stratégiques. Cette voracité non déguisée, baptisée par l'euphémisme burlesque de printemps arabe, et curieusement relayé par l'ensemble des médias de la « bien pensance », a eu pour théâtre originel la Tunisie, l'Égypte puis le Yémen et ensuite la Libye et la Syrie, devient ouvertement insatiable. Elle compte bien s'étendre à d'autres pays dont le travail de fragilisation ou de déstabilisation à déjà commencé. Et tous les prétextes sont bons pour déclencher la sale besogne. C'est dans ce but, et seulement dans ce but, que les États-Unis et l'Union européenne introduisirent, soudainement dans leur vocabulaire idéologique la nouvelle panacée, comme variante droithommiennne : la sacro-sainte *Protection des Populations Civiles* (PPC). Une protection à coups de bombes, dont ces mêmes populations sont, tout naturellement, les premières victimes. Etrange conception de la protection. L'agression brutale contre la Libye, s'est basée, comme on le sait, sur une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, ou siégeaient les membres de l'OTAN, résolu, avant même l'adoption de la résolution, à bombarder les cibles définies par eux et/ou par leur services présents sur le sol libyen. Services ayant pour mission « *d'encadrer efficacement* » les insurgés, reconnus comme étant non expérimentés. Comme le souligne Eric Dénécé, directeur du Centre français de Recherche sur le Renseignement. « *Les insurgés étaient totalement incapables de faire quoi que ce soit militairement. L'instruction et l'encadrement des insurgés aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest les a amenés à être un peu moins mauvais en matière militaire.* » Citant, un conseiller à la Défense français, assurant, déjà en avril, au *Nouvel Observateur* : « *Il ne faut pas se leurrer, le but est quand même de professionnaliser les combattants libyens pour qu'ils puissent conquérir du terrain et certaines villes. Et pour cela il faut les aider sur les armements et sur des planifications opérationnelles pour leur apprendre à mieux résister.* Enfin, « *Je peux vous dire, selon mes sources, qu'il y avait déjà en Libye, avant le déclenchement des frappes aériennes, des agents infiltrés français, britanniques, américains, égyptiens, émiratis et italiens* », assure encore Eric Dénécé.

De quelle victoire, alors, ces insurgés préfabriqués, qui se transformèrent, en quelques jours et par les miracles d'un glissement sémantique, en rebelles puis subitement en révolutionnaires, peuvent-ils se targuer ? Et quel type de « révolutionnaires » sont-ils ? Il y a quelque amusement, d'ailleurs, à se demander depuis quand les USA et l'UE sont-ils aux petits soins avec les révolutionnaires ? Ces révolutionnaires tant glorifiés dans les pays arabes et si détestés en Amérique latine... Loin de tout idéal révolutionnaire, et en toute constance, les États-Unis et l'UE n'entretiennent, de toute évidence, que des rapports d'intérêts et de domination avec l'ensemble des pays arabes voire de la planète. Quand ils prétendent y faire autre chose, ils mentent effrontément. Et c'est ainsi que les « bombes humanitaires » larguées, de façon diluvienne sur des quartiers civils de Libye, PPC oblige, n'avaient d'autre objectif, contrairement aux mensonges de l'Otan et des USA, que de faciliter l'avancée des « révolutionnaires » de pacotille, vers le but ultime, Tripoli, symbole du pouvoir à éradiquer. Pouvoir, faut-il le souligner, détenu par un psychopathe délirant, durant quatre décennies et dont la disparition est, bien entendu plus que bienvenue. Mais cette disparition, souhaitée par toute personne sensée, ne doit pas voiler la vérité. Encore moins absoudre les crimes contre l'Humanité perpétrés par l'Union Européenne et les Etats-Unis.

Selon le Commandement conjoint allié de Naples, « *l'OTAN a effectué, en moins de cinq mois, plus de 20 mille raids aériens, dont 8 mille attaques par bombes et missiles* ». Cette action, aux chasseurs-bombardiers qui larguent des bombes à guidage laser d'une tonne, dont les têtes pénétrantes à l'uranium appauvri et tungstène peuvent détruire des édifices renforcés, se sont joints les hélicoptères de combat, dotés des systèmes d'armements les plus modernes. Parmi eux, le missile à guidage laser Hellfire, qui est lancé à 8 km de l'objectif, utilisé par les avions télécommandés Predator/Reaper. Les objectifs sont repérés non seulement par les avions radar Awacs, qui décollent de Trapani (côte sud-ouest de la Sicile), et par les Predator italiens qui décollent d'Amendola (Foggia, province des Pouilles), en survolant la Libye 24h/24. Ils sont aussi signalés - par les rebelles. Ceux-ci, tout en étant « *mal entraînés et mal organisés* », sont en mesure, grâce des technologies fournies par des pays de l'OTAN, de transmettre

d'importantes informations au team OTAN en Italie, qui choisit les objectifs à frapper » indiquent, sans rougir, au *New York Times* les responsables de l'OTAN et des forces US.

De toute évidence, si ces insurgés sont arrivés à Tripoli, c'est dû non pas à leur capacité de combat, mais au fait que les chasseurs-bombardiers, les hélicoptères et les Predator de l'OTAN le leur ont permis.

Ainsi la mort de plus d'un millier de civils libyens et la destruction des infrastructures socioéconomiques, sanitaires et culturelles est une opération de protection et de défense bien originale de ces mêmes civils. Un remake de la prise de Baghdâd mais à partir du ciel. Un remake car pour Baghdâd aussi, la guerre psychologique et la propagande avaient commencé par des accusations de possession d'armes de destruction massive, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité commis par le « Dictateur » sanguinaire et son régime barbare. Toujours selon le même scénario. Des sanctions économiques qui précèdent systématiquement l'appel impérieux au départ du dirigeant pestiféré d'abord par les USA, auxquels emboitent le pas la France, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume uni. S'ensuit, comme dans tous les cas, la réactivation d'une « opposition démocratique » ou d'un Conseil de Transition ou de Coordination, reconnu illico presto par les puissances occidentales et gratifié de toutes les vertus démocratiques. On retrouve inmanquablement dans ces oppositions et ces conseils, des figures connues pour manger goulûment dans le râtelier occidental ou encore des frustrés instrumentalisés de la dernière heure auxquels on fait miroiter un avenir politique mirobolant qui a été contrarié par le régime maudit. Il suffit d'observer la composante humaine du CNT libyen pour comprendre toute l'ignominieuse régularité de ce scénario à répétition. Ce conseil composé d'une quarante de membres mais qui n'a dévoilé que les noms d'à peine la moitié, non pas pour une prétendue raison sécuritaire mais tout simplement parce qu'il s'agit de pourris du régime, d'opportunistes affairistes et d'activistes islamistes notoires, connus et fichés par ces mêmes services occidentaux, qui sont allés les former et les encadrer à Benghazi avant de les lâcher en hordes hagardes sur les chemins dévastés par les bombardements intensifs et répétés. Des pantins dont on se met à vanter, sans la moindre retenue ; à l'instar de ce rentier de la pensée français, philosophe de service attitré, la bravoure et le courage, devant une armée de professionnels et des armements lourds qu'ils affrontent à mains nus. Mais quand on a l'OTAN et l'ONU de son côté n'est-on pas capables de tous les miracles ? Y compris celui de défaire un Etat en quelques semaines sans avoir la moindre idée de ce que peuvent proposer ces Protectors mondiaux pour le remplacer, hormis les mots creux de Liberté et de Démocratie, comme ce fut le cas dans les pays, déjà désarticulés.

Et c'est précisément pour cela que la reconnaissance officielle du Conseil national de transition (CNT) libyen comme étant la nouvelle autorité légitime de la Libye, s'est opérée hâtivement hors du cadre onusien et avant même l'organisation de la moindre élection « démocratique » dont ces protecteurs bien intentionnés sont si friands. Reconnaissance en boule de neige d'un CNT fantoche au moment où la simple évocation du projet d'annonce de l'Etat palestinien devant cette même ONU, septembre, a provoqué une levée de boucliers. Mais les intérêts stratégiques, c'est bien connu, autorisent toutes les entorses au droit international. Celui que ces organisations mondiales s'évertuent à bafouer, sans vergogne, précisément au nom de son observance et de son respect. Tout doit être sacrifié aux rapports de force à l'échelle planétaire c'est-à-dire à la redéfinition du nouvel ordre expansionniste et de prédation au nom de la Sacro-sainte Protection des Populations Civiles et de sa Majesté La Sérénissime Démocratie. Un nouvel ordre impérialiste qui affiche manifestement sa préférence monarchique. Et ce n'est pas un hasard si l'étendard du roi Senoussi a supplanté le tissu vert de Kadhafi en Libye.

Ce qui s'y passe incite à se demander, au-delà du satisfecit distribué tapageusement à la Tunisie et à l'Egypte par le nouvel Ordre de la Prédation, ce qui a vraiment changé dans ces pays, depuis la survenue de ce prétendu « printemps arabe », aux promesses déjà piteusement fanées ? Une fois ce CNT libyen installé, sous contrôle, aux commandes politiques du pays, que va-t-il réellement apporter ? Une quarantaine de personnes encadrées par les services de sécurité occidentaux est-elle en mesure de concevoir et de concrétiser un projet de société conforme aux aspirations d'un peuple, longtemps opprimé ? Et, enfin, quel impact attendre sur l'équilibre régional maghrébin, quand on sait qu'un pays comme le Maroc s'est déjà empressé de dépêcher son ministre des Affaires étrangères muni d'une lettre de son roi, auprès de ce même CNT, avec pour objectif déclaré d'instrumentaliser la question du Sahara occidental et surtout le dessein avoué, et cyniquement jubilatoire, d'isoler l'Algérie. Il s'agit, indubitablement, d'une imposture aux relents pestilentiels.

8-2 Juan Sarkofrance : En Syrie comme en Libye, Big Brother est un peu français

Quand la France était en guerre contre la Libye, on a « découvert » qu'une entreprise française avait vendu un puissant système d'espionnage au régime Kadhafi.

De surcroît, elle avait été aidé par Nicolas Sarkozy quand il était ministre de l'intérieur.

Depuis que la Syrie est à feu et à sang, voici qu'une autre entreprise française est à nouveau sous les projecteurs pour l'exportation de technologie de Web-surveillance.

La première s'appelait Amesys, devenue filiale de Bull. Son patron de l'époque avait été décoré de la légion d'honneur par Nicolas Sarkozy devenu président. Ce commerce était absolument légal. [Amesys](#) fit le ménage comme il put. Nicolas Sarkozy s'était appuyé sur Claude Guéant, Brice Hortefeux et ...

ZiadTakkiedine pour cette conclusion commerciale. Le site [Mediapart](#) a largement relayé les soupçons de financement politique qui a accompagné cet étrange commerce. Quand il était directeur de cabinet de Sarkozy à l'Intérieur, [Claude Guéant avait directement négocié la vente d'équipements de sécurité auprès du colonel Kadhafi entre 2005 et 2007. Ces équipements comprenaient notamment un logiciel d'espionnage baptisé Eagle.](#)

En France, la Fédération internationale des droits de l'homme avait porté plainte [en mai dernier](#) à l'encontre d'Amesys pour « *complicité d'actes de tortures en Libye* ».

La seconde entreprise s'appelle **QOSMOS**. Son affaire est moins bien partie. Mercredi 25 juillet 2012, le site d'information [Owni](#) révélait que la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue des droits de l'homme (LDH) devaient déposer une dénonciation contre « *des sociétés françaises, dont QOSMOS, pour leurs activités en Syrie.* » Motif: « *Dans ce document qu'Owni a consulté, les deux organisations ciblent la participation de QOSMOS "aux opérations de répression réalisées par le régime de Bachar El Assad à l'encontre du peuple syrien". La société a été "mise en cause pour avoir contribué à fournir au régime syrien le matériel de surveillance électronique nécessaire à la répression de la contestation". Ce qui fait penser à la FIDH et à la LDH que QOSMOS, à l'instar d'autres sociétés françaises, "[pourrait] être impliqu[e] dans la commission d'actes de tortures et de crimes contre l'Humanité."* » .

QOSMOS avait également vendu au régime Kadhafi. Le site [Reflets](#) s'était fait l'écho de l'exportation de ces technologies en Syrie, (les DeepPacket Inspections - DPI), qui permettent de « *fouiller dans les mails et de reconstituer tout ce qui se passe sur l'ordinateur d'un internaute* », pour reprendre une expression d'un directeur marketing de QOSMOS citée par Reflets et Owni. [Interrogé le 6 juillet dernier](#), Olivier Laurelli, co-fondateur de Reflets, avait regretté la différence de traitement entre les Etats-Unis et l'Europe : « *le congrès américain a diligenté une enquête et l'entreprise Bluecoat a été condamnée un mois plus tard, alors qu'en France, un an après, il n'y a qu'un début d'enquête, et encore, parce que la FIDH a porté plainte.* »

[L'entreprise se présente](#) d'ailleurs ainsi: «*Qosmos fournit une technologie d'Intelligence Réseau qui identifie et analyse en temps réel les données qui transitent sur les réseaux. Au-delà d'une simple classification du trafic, la technologie de Qosmos permet également d'extraire du contenu et des attributs protocolaires à des débits de plusieurs dizaines de Gbps – ce qui rend possible une analyse précise et exhaustive de l'activité des réseaux en temps-réel.*»

En Syrie comme en Libye, [Big Brother](#) est un peu français.

et il fallut [18 mois de boucherie](#), des massacres quotidiens de civils, une guerre éponyme, un attentat, et la menace d'utilisation d'armes chimiques pour que ces funestes exportations soient placées au grand jour.

Juan Sarkofrance

Rédigé par le Mercredi 25 Juillet 2012

http://www.marianne2.fr/sarkofrance/En-Syrie-comme-en-Libye-Big-Brother-est-un-peu-francais_a915.html

9 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

9-1 Les armes abandonnées, une menace sérieuse pour les civils.

Des armes abandonnées ayant fait partie de l'arsenal de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, représentent une menace sérieuse pour les populations civiles, prévient un rapport publié jeudi par l'université Harvard. “Si ces armes ont été abandonnées, leur capacité de nuisance sur les civils reste intacte”, souligne Bonnie Docherty, à la tête d'une équipe de recherche de la Harvard Law School et son partenaire l'ONG CIVIC qui s'est rendue en Libye. Parmi ces armes abandonnées après le conflit de l'an dernier figurent des balles et des obus de mortier ainsi que des torpilles et des missiles sol-air, précise le rapport. Pour NicoletteBoehland, co-auteur du rapport, “la gamme d'armes est choquante” et cet arsenal crée une “situation explosive” dans un pays où le gouvernement central est encore faible. “Des armes sont dispersées en dehors de centaines de bunkers mal sécurisés. D'autres sont dispersées à travers le pays, parmi les stocks des milices dans les centres urbains, les musées, les champs et même les foyers”, a-t-elle précisé à l'AFP en Libye. Le risque d'explosion de stocks d'armes près des zones peuplées, la curiosité de la population et l'accès aux sites pollués et aux munitions ou encore la collecte d'armes pour les vendre et les utiliser, sont autant de menaces pour la population civile.

Le rapport souligne également les dangers auxquels s'exposent les civils quand certains groupes non entraînés s'emploient à nettoyer des zones de munitions ou exposent leurs armes comme souvenir de guerre.

Il donne comme exemple une explosion qui s'est produite à Dafniya (Ouest), où une milice conservait des armes dans 22 conteneurs, propageant une quantité importante de matières dangereuses et mettant en péril la population. Steve Joubert de l'ONG JMACT (Joint Mine Action Coordination Team) souligne de son côté qu'il y a “plus d'armes que de personnes à Misrata”, en référence à la troisième ville de Libye, qui avait connu des semaines d'un siège implacable en 2011.

Le rapport note que le service de l'action anti-mines des Nations unies (UNMAS) et des organisations internationales ont assumé le gros du travail, nettoyant des zones polluées et conseillant les populations sur la gestion des stocks d'armes. Citant UNMAS, Mme Boehland a fait état d'au moins 208 victimes, dont 54 décès causés par des armes abandonnées.

Ce bilan inclut 72 enfants tués ou blessés. “Les enfants sont particulièrement attirés par les armes car elles portent des couleurs vives ou ressemblent à des jouets”, relève-t-elle. Le rapport appelle les autorités récemment élues en Libye à développer une stratégie nationale pour sécuriser les équipements militaires abandonnés et les stocks. Il exhorte les organisations internationales, notamment l'Otan, à aider à cette tâche. Les bombardements par l'Otan de bunkers de munitions durant le conflit l'an dernier ont “propagé les armes à travers les champs, créant un problème encore plus dangereux et difficile”, note-t-il.

Le rapport a été publié par l'International humanrightsclinic(HRC) de la Harvard Law School, en partenariat avec l'ONG (CIVIC) campaign for innocent victims in conflict et le (CAP) Center for American Progress.

<http://www.liberte-algerie.com/international/les-armes-abandonnees-une-menace-serieuse-pour-les-civils-libye-183122>

10 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

Centpapiers : Comment Seif al-Islam a piégé le CNT et les anti-Kadhafi.

Les renégats libyens du Conseil national de transition (CNT) se préparent à céder le pouvoir à la nouvelle Assemblée libyenne, le 8 août prochain.

C'est par la voix de Othmane Ben Sassi, un des responsables de ces criminels avérés qu'est arrivée la déclaration: « Le 8 août est la date qui a été prévue pour le transfert de pouvoir entre le Conseil national de transition et le Congrès général national ». Mais, en Libye, rien de nouveau sous le soleil, que le chaos.

Dans le même temps, à Benghazi, hier matin, mercredi, une attaque à la bombe a endommagé un bâtiment de l'armée. Lundi déjà, des responsables de la sécurité avaient démantelé une bombe à retardement dans un hôtel de luxe. C'est quand même le comble, quand ça se passe dans la ville-bastion des traîtres à leur Nation. Alors qu'elle voulait le changement, la ville connaît une recrudescence du

terrorisme, depuis le début du Ramadan. Juger un homme dans un pays aussi instable, c'est se moquer de la gueule du monde, d'où mon profond mépris du premier-ministre tunisien, Hamadi Jebali, qui a livré l'ancien Premier ministre libyen à des meurtriers. Un acte criminel, dont seuls les extrémistes musulmans ont le secret, une violation flagrante des droits de l'homme. Seif al-Islam a raison de vouloir être jugé par la CPI.

Pourquoi dès le 1er mai dernier, les "autorités" libyennes ont-elles déposé une requête contestant la compétence de la CPI pour poursuivre Seif al-Islam, le seul fils emprisonné du frère Guide Mouammar Kadhafi, assassiné en toute impunité par les ennemis de l'Afrique ? Pourquoi ces criminels protégés par l'Occident veulent-ils par tous les moyens imaginables et inimaginables juger Seif Al-Islam alors qu'ils n'ont aucun grief contre lui, à part son nom ?

Sans être devin, vous verrez comme le « deux poids deux mesures » fonctionne, avec le cas Saif Al-Islam. En effet, il est reproché au fils du frère Guide Mouammar Kadhafi, d'avoir recruté des...mercenaires qui auraient commis des crimes contre l'humanité. On se demande bien en Libye, durant cette agression, les "qui" ont commis des crimes contre l'humanité, en dehors de l'OTAN. Une accusation, bien sûr, qui se base sur un vide juridique abyssal et par conséquent, sachant que le dossier est vide en l'espèce, Seif al-Islam a donc piégé, non seulement le défunt CNT mais aussi la soi-disant « communauté internationale ». Ces requins qui se cachent derrière le tout humanitaire, pour perpétrer des crimes à travers le monde, sont au pied du mur. On verra bien comment les ONG, qui sont promptes à condamner les dirigeants africains qui ne plaisent pas à Paris, notamment, feront avec le cas Seif al-Islam.

L'équipe de défense de Seif al-Islam, composée de Melinda Taylor, 36 ans, et de l'avocat désigné par la CPI, Xavier-Jean Keïta, estime que "les événements récents ont complètement démontré qu'il sera impossible pour M. Kadhafi d'être jugé de manière impartiale et indépendante dans les tribunaux libyens". Il s'agit, vous l'avez deviné, de leur incarcération arbitraire par le CNT. Aucun cri d'orfraie n'était venu troubler la quiétude des criminels. Croyez-vous que Seif al-Islam pourra s'en sortir, avec tous les secrets qu'il a en sa possession ? C'est moins sûr, ils vont le condamner à mort, dans une parodie de procès.

1 août 2012

<http://www.centpapiers.com/libye-comment-seif-al-islam-a-piege-le-cnt-et-les-anti-kadhafi/102333>